

MAPA n°2024-033

**Mise en conformité des labos chauds et
remplacement des Gammas Caméras dans le
service de médecine nucléaire,
Site Saint Esprit**

**Marche Public pour mission de coordination sécurité et protection de la
santé – Lot 2**

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Table des matières

1.	Objet de la consultation – Dispositions générales.....	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Contexte de l'opération	4
1.2.1	Décomposition en tranches et en lots	4
1.2.2	Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2.3	Maître d'ouvrage et ordonnateur.....	4
1.2.4	Conduite d'opération.....	4
1.2.5	Maîtrise d'œuvre.....	4
1.2.6	Ordonnancement, Pilotage et coordination	4
1.2.7	Contrôle technique	4
1.2.8	Mode d'attribution des travaux.....	5
1.3	Localisation	5
1.4	Objet.....	Erreur ! Signet non défini.
1.5	Durée.....	5
1.5.1	Planification des travaux.....	5
1.5.2	Durée du marché	5
2.	Pièces constitutives du marché.....	6
3.	Détails des éléments de missions	6
4.	Durée et délais d'exécution	7
4.1	Durée d'exécution.....	7
4.2	Délais d'exécution.....	7
5.	Conditions d'exécution de la mission	8
5.1	Autorité du coordonnateur SPS	8
5.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	8
5.3	Conditions d'exécution	9
6.	Garanties financières	10
7.	Prix	10
7.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
7.2	Variations dans les prix	10
7.3	Clause de réexamen.....	10
8.	Avance.....	11
8.1	Conditions de versement et de remboursement.....	11
8.2	Garanties financières de l'avance	11
9.	Modalités de règlement des comptes	11
9.1	Acomptes et paiement partiels définitifs.....	11
9.2	Présentation des demandes de paiement	11

9.3	Délai de paiement	12
10.	Pénalités	12
11.	Vérification et réception	12
11.1	Modalités d'établissement des documents	12
11.2	Conditions de vérification et de réception des éléments de mission	12
11.3	Achèvement de la prestation	13
12.	Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
13.	Résiliation du marché	13
13.1	Difficulté d'exécution du marché :	13
13.2	Arrêt de l'exécution des prestations :	13
13.3	Résiliation pour faute du titulaire :	13
14.	Assurances	14
15.	Règlement des litiges	14
16.	Déroptions au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles	14

1. Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent une mission de CSPS dans le cadre d'une consultation allotie pour des missions de Bureau de Contrôle (Lot 1) et CSPS (Lot 2) dans le cadre de la mise en sécurité des labos chauds et le remplacement des Gammas Caméras dans le service de médecine nucléaire du Centre Hospitalier d'AGEN NERAC, site de Saint Esprit.

Lieu d'exécution :

Centre Hospitalier d'Agen-Nérac, Site St Esprit – 21 route de Villeneuve 47 923 AGEN

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est estimée à environ **400 000 € HT**.

Le planning prévisionnel pour cette opération est d'environ **7 mois**.

Le montant des études ne pourra être revu en cas de dépassement de délai sauf si une phase d'études est à ré-analyser du fait de ce dépassement de délais.

Une franchise de 2 mois est à prévoir sur le délai travaux. Un complément de rémunération correspondant au montant mensuel de l'offre de base pourra être accordé au-delà de ces 2 mois de dépassement.

1.2 Contexte de l'opération

1.2.1 Décomposition en tranches et en lots

La présente consultation est décomposée en deux lots distincts :

- Lot 1 : Bureau de Contrôle
- Lot 2 : Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé

1.2.2 Pouvoir adjudicateur

GHT Lot et Garonne

Direction des achats

Centre hospitalier Agen-Nérac

Route de Villeneuve

47 923 AGEN CEDEX 9

1.2.3 Maître d'ouvrage et ordonnateur

Monsieur le Directeur

Centre Hospitalier d'Agen-Nérac

21, Route de Villeneuve

47 923 AGEN

1.2.4 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le Maître d'ouvrage.

1.2.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le service Travaux intégré à l'établissement.

1.2.6 Ordonnancement, Pilotage et coordination

La mission OPC est intégrée à la mission de MOE.

1.2.7 Contrôle technique

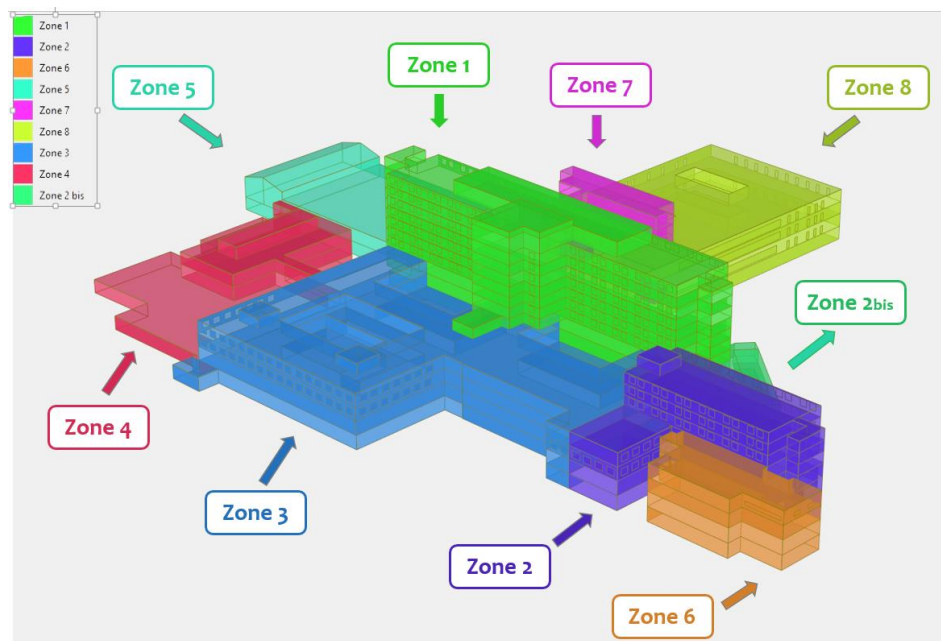
Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au coordonnateur.

1.2.8 Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par un marché en lots séparés.

1.3 Localisation

Le projet se situe sur le site du Centre Hospitalier d'AGEN NERAC dans la Zone 3.



1.4 Objet

Mise en conformité des labos chauds et remplacement des Gammas Caméras dans le service de médecine nucléaire du Centre Hospitalier AGEN-NERAC, site Saint Esprit envisagés en trois phases :

- **Phase 1 :**
 - Création d'un nouveau Labo Chaud Scintigraphie
 - Création d'un local Ventilation pulmonaire
- **Phase 2 :**
 - Modification d'aménagement intérieur pour création de 3 déshabilleurs, d'une salle de contrôle et de 2 locaux Gamma Caméra
- **Phase 3 :**
 - Modification d'aménagement intérieur pour création d'1 déshabilleur Gamma 3
 - Mise en conformité du Labo chaud TEPSCAN

1.5 Durée

1.5.1 Planification des travaux

A ce stade, il est envisagé un début d'exécution des travaux au début du mois de septembre 2025, pour une réception prévue à la fin du mois d'avril 2026.

Les travaux sont réalisés en site occupé en activité.

Le bâtiment concerné par l'opération est antérieur à 1997 qui contient de l'amiante. Certains travaux d'adaptations de réseaux liés au projet sont donc potentiellement concernés par la présence d'amiante. Un DTA est en cours et sera communiqué.

1.5.2 Durée du marché

Le présent marché est donc conclu à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage de la phase conception, jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement.

2. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) propre à chaque lot ;
- ≡ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) valant document de marché ;
- ≡ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
- ≡ Le mémoire méthodologique du titulaire du présent lot, dans ses dispositions non contraires au présent contrat.

B) Pièces générales

- ≡ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3. Détails des éléments de missions

Les missions confiées au coordonnateur sont :

Pour la phase conception :

Code	Désignation
C1	Respect des principes généraux de prévention
C2	Rédaction de la déclaration préalable
C3	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C6	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales
C7	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
C8	Avis et remarques sur le dossier de consultation des entreprises rédigé par le maître d'œuvre, notamment au regard de l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur vis à vis des intervenants

Pour la phase réalisation :

Code	Désignation
R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier
R2	Tenue à jour du registre journal de coordination
R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent
R6	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R7	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier
R8	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier de chaque phase, à une réunion de coordination des travaux de désamiantage.
R9	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage
R10	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération
R11	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé notamment pendant les missions de désamiantage

4. Durée et délais d'exécution

4.1 Durée d'exécution

A titre indicatif, il est envisagé un début d'exécution des travaux à la fin du mois de février 2025, pour une réception prévue à la fin du mois de septembre 2025.

Un ordre de service précisera la date à laquelle le coordonnateur commencera ses missions.

Par dérogation à l'article 13-1 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'intervention du coordonnateur débute à la date fixée par l'ordre de service et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

4.2 Délais d'exécution

Le coordonnateur est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission dans les délais précisés ci-après :

Code	Désignation	Délais	A compter du
C1	Respect des principes généraux de prévention	tout au long de la mission	date figurant dans l'ordre de service
C2	Rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage	5 jours	date de lancement du chantier
C3	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	8 jours	date de réception du DCE
C6	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales	avant la fin de la phase conception	
C7	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	avant la fin de la phase conception	
C8	Avis et remarques sur le dossier de consultation des entreprises rédigé par le maître d'œuvre intégré au groupement de conception réalisation, notamment au regard de l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur vis à vis des intervenants	15 jours	date de remise des documents
R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier	tout au long du chantier	
R2	Tenue à jour du registre journal de coordination	tout au long du chantier	
R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent	tout au long du chantier	
R6	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	tout au long du chantier	
R7	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier	tout au long du chantier	
R8	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des travaux de désamiantage	2 jours	avant la phase de préparation de chantier
R9	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage	30 jours	pendant la phase de préparation du chantier
R10	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération	2 jours	intervention de chaque entreprise

Code	Désignation	Délais	A compter du
R11	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire et à minima 1 fois toutes les 2 semaines pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	à l'initiative du coordonnateur SPS tout au long du chantier et sur demande expresse 24 h	
R12	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	tout au long du chantier	

5. Conditions d'exécution de la mission

5.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent document est soumis au Maître d'Ouvrage.

5.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément Avant-Projet » et « Élément Projet » ;
- le nom des chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- Par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le Maître d'Ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- De toutes les réunions organisées par le Maître d'Œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (O.P.C.) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, contrôle technique ...) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

5.3 Conditions d'exécution

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. Passé ce délai, le remplaçant est réputé accepté par le maître d'ouvrage, sous réserve de l'application des articles R.4532-17 à 19 et R.4532-29 du Code du travail ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables : sur le chantier.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6. Garanties financières

Sans objet.

7. Prix

7.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 Variations dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise des offres**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- In : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 Clause de réexamen

En application de l'article 139.1 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics le marché pourra être modifié dans le cas suivant :

- Évolution de la réglementation impactant les missions contractuelles du prestataire
- Prolongation de la mission du CSPS due à la liquidation judiciaire d'une entreprise quand cette prolongation est supérieure à 3 mois.

Dans le cas précité le coordonnateur SPS pourra prétendre au réexamen de sa rémunération en fournissant un devis détaillé au maître d'ouvrage. Après examen et validation de la demande par le maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché.

L'augmentation totale de la rémunération du coordonnateur SPS suite aux cas précités ne pourra excéder 50% du marché initial.

Après examen et validation de la demande par le Maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché.

A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuées dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. Dans ce cadre, il doit informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, en lui transmettant les justificatifs nécessaires (RIB, Kbis ou équivalent, extrait de parution au Journal Officiel éventuel, PV de décision le cas échéant ...). La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné de justificatifs nécessaires, qui sera notifié au titulaire par ordre de service.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché. Toute autre modification non prévue dans le présent article devra faire l'objet d'un avenant

8. Avance

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

8.2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9. Modalités de règlement des comptes

9.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 3 du présent document.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le titulaire sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est produit par le coefficient de révision de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 053 098 00014

- Adresse de facturation :

Direction des ressources matérielles
Route de Villeneuve
47 923 AGEN CEDEX 9

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers
Cité administrative Lacuée Bâtiment B
Rue Renée Bonnat
47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470016171

- Code CHORUS/service :

Avec commande : FACM
Sans commande : LSCP

9.3 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

10. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Prestations Intellectuelles :

- Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus au CCP ou demandés par la maîtrise d'ouvrage ou le conducteur d'opération : 150 € HT.
- Pénalités pour absence aux réunions : 150 € HT par absence.
- Pénalité pour non-respect des fréquences de passage (moyenne établie sur les 2 dernières semaines complètes : 200€ par visite non réalisé indépendamment du non-paiement des prestations non réalisées.

11. Vérification et réception

11.1 Modalités d'établissement des documents

Aucune stipulation particulière.

11.2 Conditions de vérification et de réception des éléments de mission

Par dérogation à l'article 26.2 et en application de l'article 27 du C.C.A.G.-PI, la décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir à l'issue du délai de 15 jours de vérification des actes à compter de leur réception ou de l'avis à réceptionner.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans ce délai, les actes sont considérés comme reçus.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou des avis modifiés du même délai que celui indiqué ci-dessus.

11.3 Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

12.Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre V du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles.

13. Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité. De même, la décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 13 emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.1 Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

13.2 Arrêt de l'exécution des prestations :

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du coordonnateur définie ci après :

- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APS,
- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APD,
- ≡ à l'issue de l'établissement du PRO,
- ≡ à l'issue de la consultation des entreprises.

L'arrêt de l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du marché sans indemnisation du titulaire.

13.3 Résiliation pour faute du titulaire :

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;

- c) Le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations légales relatives aux sous-traitants ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance ;
- f) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications de réalisation du contrat et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i) L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- j) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- k) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.
- l) En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.
- m) D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis au maître d'ouvrage.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

14. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15. Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

16. Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 5.1 déroge à l'article 13.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 6.3 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 11 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 12.2 déroge aux articles 26.2, 27.2 et 27.4 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles